

N. 2000 — 3217

[C — 2000/15180]

29 SEPTEMBER 2000. — **Wet houdende instemming met het Verdrag inzake de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende waterlopen en internationale meren en de bijlagen I, II, III, IV en V, gedaan te Helsinki op 17 maart 1992 (1)(2)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Verdrag inzake de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende waterlopen en internationale meren en de bijlagen I, II, III, IV en V, gedaan te Helsinki op 17 maart 1992, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota's

(1) *Zitting 1999-2000.*

Senaat

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 20 januari 2000, nr. 2-406/1. — Verslag, nr. 2-406/2. — Tekst aangenomen in vergadering en overgezonden aan de Kamer, nr. 2-406/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 21 juni 2000. Stemming. Vergadering van 22 juni 2000.

Kamer

Documenten. — Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 50-741/1. — Verslag, nr. 50-742/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en Stemming. Vergadering van 14 juli 2000.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/het Vlaams Gewest van 8 juli 1996 (*Belgisch Staatsblad* van 13 augustus 1996), Decreet van het Waalse Gewest van 23 oktober 1997 (*Belgisch Staatsblad* van 30 oktober 1997), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 18 juli 1996 (*Belgisch Staatsblad* van 9 augustus 1996 en 20 februari 1997).

Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux

Préambule

Les parties à la présente Convention,

Conscientes que la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux sont des tâches importantes et urgentes que seule une coopération plus poussée permettra de mener à bien de manière efficace,

Preoccupées par le fait que les modifications de l'état des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux ont ou menacent d'avoir des effets préjudiciables, à court ou à long terme, sur l'environnement, l'économie et le bien-être des pays membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE),

Soulignant la nécessité de renforcer les mesures prises à l'échelon national et international pour prévenir, maîtriser et réduire le rejet de substances dangereuses dans l'environnement aquatique et diminuer l'eutrophisation et l'acidification ainsi que la pollution d'origine tellurique du milieu marin, en particulier dans les zones côtières,

Notant avec satisfaction les efforts déjà entrepris par les gouvernements des pays de la CEE pour renforcer la coopération, aux niveaux bilatéral et multilatéral, en vue de prévenir, de maîtriser et de réduire la pollution transfrontière, d'assurer une gestion durable de l'eau, de préserver les ressources en eau et de protéger l'environnement.

F. 2000 — 3217

[C — 2000/15180]

29 SEPTEMBRE 2000. — **Loi portant assentiment à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, et les annexes I, II, III et IV, faites à Helsinki le 17 mars 1992 (1)(2)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La Présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. La Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, et les annexes I, II, III et IV, faits à Helsinki le 17 mars 1992, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue de sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
L. MICHEL

La Ministre de la Protection de la consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
Mme M. AELVOET

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Notes

(1) *Session 1999-2000.*

Sénat

Documents. — Projet de loi déposé le 10 avril 2000, n° 2-406/1. — Rapport, n° 2-406/2. — Texte adopté en séance et transmis à la Chambre, n° 2-406/3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 21 juin 2000. — Vote. Séance du 22 juin 2000.

Chambre

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 50-741/1. — Rapport, n° 50-741/2.

Annales parlementaires. — Discussion et Vote. Séance du 14 juillet 2000.

(2) Voir aussi le Décret de la Communauté flamande/la Région flamande du 8 juillet 1996 (*Moniteur belge* du 13 août 1996), le Décret de la Région wallonne du 23 octobre 1997 (*Moniteur belge* du 30 octobre 1997), l'Ordonnance de la Région Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 (*Moniteur belge* du 9 augustus 1996 et 20 février 1997).

Rappelant les dispositions et principes pertinents de la Déclaration de la Conférence de Stockholm sur l'environnement, de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), des documents finals des réunions de Madrid et de Vienne des représentants des Etats participant à la CSCE, et de la Stratégie régionale pour la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles dans les pays membres de la CEE pendant la période allant jusqu'en l'an 2000 et au-delà,

Conscientes du rôle que joue la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe pour ce qui est d'encourager la coopération internationale aux fins de la prévention, de la maîtrise et de la réduction de la pollution des eaux transfrontières et de l'utilisation durable de ces eaux et rappelant à cet égard la Déclaration de principe de la CEE sur la prévention de la pollution des eaux, y compris la pollution transfrontière, et sur la lutte contre cette pollution; la Déclaration de principe de la CEE sur l'utilisation rationnelle de l'eau; les Principes de la CEE relatifs à la coopération dans le domaine des eaux transfrontières; la Charte de la CEE pour la gestion des eaux souterraines et le Code de conduite relatif à la pollution accidentelle des eaux intérieures transfrontières,

Se référant aux dispositions I (42) et I (44) adoptées par la Commission économique pour l'Europe à ses quarante-deuxième et quarante-quatrième sessions, respectivement, et aux résultats de la Réunion de la CSCE sur la protection de l'environnement (Sofia (Bulgarie), 16 octobre — 3 novembre 1989),

Soulignant que la coopération entre pays membres en matière de protection et d'utilisation des eaux transfrontières doit se traduire en priorité par l'élaboration d'accords entre pays riverains des mêmes eaux, surtout lorsqu'il n'en existe pas encore,

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1^{er} Définitions

Aux fins de la présente Convention,

1. L'expression « eaux transfrontières » désigne toutes les eaux superficielles et souterraines qui marquent les frontières entre deux Etats ou plus, les traversent ou sont situées sur ces frontières; dans le cas des eaux transfrontières qui se jettent dans la mer sans former d'estuaire, la limite de ces eaux est une ligne droite tracée à travers leur embouchure entre les points limites de la laisse de basse mer sur les rives;

2. L'expression « impact transfrontière » désigne tout effet préjudiciable important qu'une modification de l'état des eaux transfrontières causée par une activité humaine dont l'origine physique se situe entièrement ou en partie dans une zone relevant de la juridiction d'une Partie produit sur l'environnement d'une zone relevant de la juridiction d'une autre Partie. Cet effet sur l'environnement peut prendre plusieurs formes : atteinte à la santé et à la sécurité de l'homme, à la flore, à la faune, au sol, à l'air, à l'eau, au climat, au paysage et aux monuments historiques ou autres constructions, ou interaction de plusieurs de ces facteurs; il peut s'agir aussi d'une atteinte au patrimoine culturel ou aux conditions socio-économiques résultant de modifications de ces facteurs;

3. Le terme « Partie » désigne, sauf indication contraire dans le texte, une Partie contractante à la présente Convention;

4. L'expression « Parties riveraines » désigne les Parties limitrophes des mêmes eaux transfrontières;

5. L'expression « organe commun » désigne toute commission bilatérale ou multilatérale ou autre mécanisme institutionnel approprié de coopération entre les Parties riveraines;

6. L'expression « substances dangereuses » désigne les substances qui sont toxiques, cancérigènes, mutagènes, tératogènes ou bioaccumulatives, surtout lorsqu'elles sont persistantes;

7. « Meilleure technologie disponible » (la définition figure à l'annexe I de la présente Convention).

PARTIE I Dispositions applicables à toutes les Parties

Article 2 Dispositions générales

1. Les Parties prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir, maîtriser et réduire tout impact transfrontière.

2. Les Parties prennent, en particulier, toutes les mesures appropriées :

a) Pour prévenir, maîtriser et réduire la pollution des eaux qui a ou risque d'avoir un impact transfrontière;

b) Pour veiller à ce que les eaux transfrontières soient utilisées dans le but d'assurer une gestion de l'eau respectueuse de l'environnement et rationnelle, la conservation des ressources en eau et la protection de l'environnement;

c) Pour veiller à ce qu'il soit fait un usage raisonnable et équitable des eaux transfrontières, en tenant particulièrement compte de leur caractère transfrontière, dans le cadre d'activités qui entraînent ou risquent d'entraîner un impact transfrontière;

d) Pour assurer la conservation et, si nécessaire, la remise en état des écosystèmes.

3. Les mesures de prévention, de maîtrise et de réduction de la pollution de l'eau sont prises, si possible, à la source.

4. Ces mesures ne provoquent pas, directement ou indirectement, de transfert de pollution vers d'autres milieux.

5. Lors de l'adoption des mesures visées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, les Parties sont guidées par les principes suivants :

a) Le principe de précaution, en vertu duquel elles ne diffèrent pas la mise en oeuvre de mesures destinées à éviter que le rejet de substances dangereuses puisse avoir un impact transfrontière au motif que la recherche scientifique n'a pas pleinement démontré l'existence d'un lien de causalité entre ces substances, d'une part, et un éventuel impact transfrontière, d'autre part;

b) Le principe pollueur-payeur, en vertu duquel les coûts des mesures de prévention, de maîtrise et de réduction de la pollution sont à la charge du pollueur;

c) Les ressources en eau sont gérées de manière à répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire leurs propres besoins.

6. Les Parties riveraines coopèrent sur une base d'égalité et de réciprocité, notamment au moyen d'accords bilatéraux et multilatéraux, en vue d'élaborer des politiques, des programmes et des stratégies harmonisés applicables à tout ou partie des bassins hydrographiques concernés et ayant pour objet de prévenir, de maîtriser et de réduire l'impact transfrontière et de protéger l'environnement des eaux transfrontières ou l'environnement sur lequel ces eaux exercent une influence, y compris le milieu marin.

7. L'application de la présente Convention ne doit pas donner lieu à une détérioration de l'état de l'environnement ni à un accroissement de l'impact transfrontière.

8. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte au droit des Parties d'adopter et d'appliquer, individuellement ou conjointement, des mesures plus rigoureuses que celles qui sont énoncées dans la présente Convention.

Article 3 Prévention, maîtrise et réduction

1. Aux fins de la prévention, de la maîtrise et de la réduction de l'impact transfrontière, les Parties élaborent, adoptent, appliquent des mesures juridiques, administratives, économiques, financières et techniques pertinentes en s'attachant autant que possible à les harmoniser, pour faire en sorte, notamment :

a) Que l'émission de polluants soit évitée, maîtrisée et réduite à la source grâce à l'application, en particulier, de techniques peu polluantes ou sans déchets;

b) Que les eaux transfrontières soient protégées contre la pollution provenant de sources ponctuelles grâce à un système qui subordonne les rejets d'eaux usées à la délivrance d'une autorisation par les autorités nationales compétentes et que les rejets autorisés soient surveillés et contrôlés;

c) Que les limites fixées dans l'autorisation pour les rejets d'eaux usées soient fondées sur la meilleure technologie disponible applicable aux rejets de substances dangereuses;

d) Que des prescriptions plus strictes, pouvant aller, dans certains cas, jusqu'à l'interdiction; soient imposées lorsque la qualité des eaux réceptrices ou l'écosystème l'exige;

e) Qu'au minimum, l'on applique aux eaux usées urbaines, progressivement lorsqu'il y a lieu, un traitement biologique ou un mode de traitement équivalent;

f) Que des mesures appropriées soient prises, par exemple en recourant à la meilleure technologie disponible, pour réduire les apports de nutriments de sources industrielles et urbaines;

g) Que des mesures appropriées et les meilleures pratiques environnementales soient mises au point et appliquées en vue de réduire les apports de nutriments et de substances dangereuses provenant de sources diffuses, en particulier lorsque la principale source est l'agriculture (on trouvera des lignes directrices pour la mise au point des meilleures pratiques environnementales à l'annexe II de la présente Convention);

h) Que l'on ait recours à l'évaluation de l'impact sur l'environnement et à d'autres moyens d'évaluation;

i) Que la gestion durable des ressources en eau, y compris l'application d'une approche écosystémique, soit encouragée;

j) Que des dispositifs d'intervention soient mis au point;

k) Que des mesures spécifiques supplémentaires soient prises pour éviter la pollution des eaux souterraines;

l) Que le risque de pollution accidentelle soit réduit au minimum.

2. A cette fin, chaque Partie fixe, en se fondant sur la meilleure technologie disponible, des limites d'émission pour les rejets dans les eaux de surface à partir de sources ponctuelles, limites qui sont expressément applicables aux différents secteurs industriels ou branches de l'industrie d'où proviennent des substances dangereuses. Au nombre des mesures appropriées, visées au paragraphe 1 du présent article, pour prévenir, maîtriser et réduire les rejets de substances dangereuses dans les eaux à partir de sources ponctuelles ou diffuses peut figurer l'interdiction totale ou partielle de la production ou de l'emploi de ce genre de substances. Les listes de ces secteurs industriels ou branches de l'industrie et les listes des substances dangereuses en question, qui ont été établies dans le cadre de conventions ou règlements internationaux applicables dans le domaine visé par la présente Convention, sont prises en considération.

3. En outre, chaque Partie fixe, lorsqu'il y a lieu, des objectifs de qualité de l'eau, et adopte des critères de qualité de l'eau en vue de prévenir, de maîtriser et de réduire l'impact transfrontière. Des indications générales sont données à l'annexe III de la présente Convention pour définir ces objectifs et ces critères. Lorsque cela est nécessaire, les Parties s'efforcent de mettre à jour cette annexe.

Article 4 Surveillance

Les Parties mettent sur pied des programmes en vue de surveiller l'état des eaux transfrontières.

Article 5 Recherche et développement

Les Parties coopèrent à l'exécution de travaux de recherche-développement sur des techniques efficaces de prévention, de maîtrise et de réduction de l'impact transfrontalière. A cet effet, elles s'efforcent, sur une base bilatérale et/ou multilatérale et en tenant compte des activités de recherche menées dans les instances internationales compétentes, d'entreprendre ou d'intensifier, s'il y a lieu, des programmes de recherche particuliers visant notamment :

a) A mettre au point des méthodes d'évaluation de la toxicité des substances dangereuses et de la nocivité des polluants;

b) A améliorer les connaissances sur l'apparition, la répartition et les effets environnementaux des polluants et sur les processus en jeu;

- c) A mettre au point et à appliquer des technologies, des méthodes de production et des modes de consommation respectant l'environnement;
- d) A supprimer progressivement et/ou à remplacer les substances qui risquent d'avoir un impact transfrontière;
- e) A mettre au point des méthodes d'élimination des substances dangereuses respectant l'environnement;
- f) A concevoir des méthodes spéciales pour améliorer l'état des eaux transfrontières;
- g) A concevoir des ouvrages hydrauliques et des techniques de régularisation des eaux respectant l'environnement;
- h) A procéder à l'évaluation matérielle et financière des dommages résultant de l'impact transfrontière.

Les Parties se communiquent les résultats de ces programmes de recherche en application de l'article 6 de la présente Convention.

Article 6 Echange d'informations

Les Parties procèdent dès que possible à l'échange d'informations le plus large sur les questions visées par les dispositions de la présente Convention.

Article 7 Responsabilité

Les Parties appuient les initiatives internationales appropriées visant à élaborer des règles, critères et procédures concernant la responsabilité.

Article 8 Protection de l'information

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux droits ni aux obligations des Parties de protéger, conformément à leur système juridique national et aux règlements supranationaux applicables, les informations relevant du secret industriel et commercial, y compris de la propriété intellectuelle, ou de la sécurité nationale.

PARTIE II Dispositions applicables aux Parties riveraines

Article 9 Coopération bilatérale et multilatérale

1. Les Parties riveraines concluent, sur une base d'égalité et de réciprocité, des accords bilatéraux ou multilatéraux ou d'autres arrangements, quand il n'en existe pas encore, ou adaptent ceux qui existent lorsque cela est nécessaire pour éliminer les contradictions avec les principes fondamentaux de la présente Convention, afin de définir leurs relations mutuelles et la conduite à tenir en ce qui concerne la prévention, la maîtrise et la réduction de l'impact transfrontière. Les Parties riveraines précisent le bassin hydrographique ou la (ou les) partie(s) de ce bassin qui fait (font) l'objet d'une coopération. Ces accords ou arrangements englobent les questions pertinentes visées par la présente Convention ainsi que toutes autres questions au sujet desquelles les Parties riveraines peuvent juger nécessaire de coopérer.

2. Les accords ou arrangements mentionnés au paragraphe 1 du présent article prévoient la création d'organes communs. Les attributions de ces organes communs sont notamment, et sans préjudice des accords ou arrangements pertinents existants, les suivantes :

- a) Recueillir, rassembler et évaluer des données afin d'identifier les sources de pollution qui risquent d'avoir un impact transfrontière;
- b) Elaborer des programmes communs de surveillance de l'eau du point de vue qualitatif et quantitatif;
- c) Dresser des inventaires et échanger des informations sur les sources de pollution visées au paragraphe 2 a) du présent article;
- d) Etablir des limites d'émission pour les eaux usées et évaluer l'efficacité des programmes de lutte contre la pollution;
- e) Définir des objectifs et des critères communs de qualité de l'eau en tenant compte des dispositions du paragraphe 3 de l'article 3 de la présente Convention, et proposer des mesures appropriées pour préserver et, si nécessaire, améliorer la qualité de l'eau;
- f) Mettre au point des programmes d'action concertés pour réduire les charges de pollution tant à partir de sources ponctuelles (par exemple, urbaines et industrielles) qu'à partir de sources diffuses (en particulier l'agriculture);
- g) Etablir des procédures d'alerte et d'alarme;
- h) Servir de cadre pour l'échange d'informations sur les utilisations de l'eau et des installations connexes existantes et prévues qui risquent d'avoir un impact transfrontière;
- i) Promouvoir la coopération et l'échange d'informations sur la meilleure technologie disponible conformément aux dispositions de l'article 13 de la présente Convention et encourager la coopération dans le cadre de programmes de recherche scientifique;
- j) Participer à la réalisation d'études d'impact sur l'environnement relatives aux eaux transfrontières, conformément aux règlements internationaux pertinents.

3. Dans les cas où un Etat côtier, Partie à la présente Convention, est directement et notamment affectée par un impact transfrontière, les Parties riveraines peuvent, si elles en sont toutes d'accord, inviter cet Etat côtier à jouer un rôle approprié dans les activités des organes communs multilatéraux établis par les Parties riveraines de ces eaux transfrontières.

4. Les organes communs au sens de la présente Convention invitent les organes communs établis par les Etats côtiers pour protéger le milieu marin subissant directement un impact transfrontière à coopérer afin d'harmoniser leurs travaux et de prévenir, maîtriser et réduire cet impact transfrontière.

5. Lorsqu'il existe deux organes communs ou plus dans le même bassin hydrographique, ceux-ci s'efforcent de coordonner leurs activités afin de renforcer la prévention, la maîtrise et la réduction de l'impact transfrontière dans ce bassin.

Article 10 Consultations

Des consultations sont organisées entre les Parties riveraines sur la base de la réciprocité, de la bonne foi et du bon voisinage, à la demande de l'une quelconque de ces Parties. Ces consultations visent à instaurer une coopération au sujet des questions visées par les dispositions de la présente Convention. Toute consultation de ce type est menée par l'intermédiaire d'un organe commun créé en application de l'article 9 de la présente Convention, lorsqu'un tel organe existe.

Article 11 Surveillance et évaluation communes

1. Dans le cadre de la coopération générale prévue à l'article 9 de la présente Convention ou d'arrangements particuliers, les Parties riveraines élaborent et appliquent des programmes communs en vue de surveiller l'état des eaux transfrontières, y compris les crues et les glaces flottantes, ainsi que l'impact transfrontière.

2. Les Parties riveraines se mettent d'accord sur les paramètres de pollution et les polluants dont le rejet et la concentration dans les eaux transfrontières font l'objet d'une surveillance régulière.

3. Les Parties riveraines procèdent, à intervalles réguliers, à des évaluations communes ou coordonnées de l'état des eaux transfrontières et de l'efficacité des mesures prises pour prévenir, maîtriser et réduire l'impact transfrontière. Les résultats de ces évaluations sont portés à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article 16 de la présente Convention.

4. A cette fin, les Parties riveraines harmonisent les règles relatives à l'établissement et à l'application des programmes de surveillance, systèmes de mesure, dispositifs, techniques d'analyse, méthodes de traitement et d'évaluation des données et méthodes d'enregistrement des polluants rejetés.

Article 12 Activités communes de recherche-développement

Dans le cadre de la coopération générale prévue à l'article 9 de la présente Convention ou d'arrangements spéciaux, les Parties riveraines entreprennent des activités particulières de recherche-développement en vue de parvenir aux objectifs et aux critères de qualité de l'eau qu'elles ont décidé d'un commun accord de fixer et d'adopter et de se tenir à ces objectifs et à ces critères.

Article 13 Echange d'informations entre les Parties riveraines

1. Les Parties riveraines échangent, dans le cadre d'accords ou autres arrangements pertinents conclus conformément à l'article 9 de la présente Convention, les données qui sont raisonnablement disponibles, notamment sur les questions suivantes :

- a) Etat environnemental des eaux transfrontières;
- b) Expérience acquise dans l'application et l'exploitation de la meilleure technologie disponible et résultats des travaux de recherche-développement;
- c) Données relatives aux émissions et données de surveillance;
- d) Mesures prises et prévues pour prévenir, maîtriser et réduire l'impact transfrontière;
- e) Autorisations ou dispositions réglementaires émanant de l'autorité compétente ou de l'organe approprié et concernant les rejets d'eaux usées.

2. Afin d'harmoniser les limites d'émission, les Parties riveraines procèdent à des échanges d'informations sur leurs réglementations nationales respectives.

3. Si une Partie riveraine demande à une autre Partie riveraine de lui communiquer des données ou des informations qui ne sont pas disponibles, la seconde s'efforce d'accéder à cette demande mais peut poser comme condition, pour ce faire, que la Partie qui fait la demande prenne à sa charge les frais raisonnables entraînés par la collecte et, s'il y a lieu, le traitement de ces données ou de ces informations.

4. Aux fins de l'application de la présente Convention, les Parties riveraines facilitent l'échange de la meilleure technologie disponible en particulier en favorisant : l'échange commercial de la technologie disponible; les contacts et la coopération industriels directs, y compris les coentreprises; l'échange d'informations et de données d'expérience et la fourniture d'une assistance technique. En outre, les Parties riveraines entreprennent des programmes de formation communs et organisent les séminaires et réunions nécessaires.

Article 14 Systèmes d'alerte et d'alarme

Les Parties riveraines s'informent mutuellement sans délai de toute situation critique susceptible d'avoir un impact transfrontière. Elles mettent en place, lorsqu'il y a lieu, et exploitent des systèmes coordonnés ou communs de communication, d'alerte et d'alarme dans le but d'obtenir et de transmettre des informations. Ces systèmes fonctionnent grâce à des procédures et des moyens compatibles de transmission et de traitement des données, dont les Parties riveraines doivent convenir. Les Parties riveraines s'informent mutuellement des autorités compétentes ou des points de contact désignés à cette fin.

Article 15
Assistance mutuelle

1. En cas de situation critique, les Parties riveraines s'accordent mutuellement assistance sur demande, selon des procédures à établir conformément au paragraphe 2 du présent article.

2. Les Parties riveraines définissent et adoptent d'un commun accord des procédures d'assistance mutuelle qui portent notamment sur les questions suivantes :

- a) Direction, contrôle, coordination et supervision de l'assistance;
- b) Facilités et services à fournir localement par la Partie qui demande une assistance, y compris, si nécessaire, la simplification des formalités douanières;
- c) Arrangements visant à dégager la responsabilité de la Partie qui fournit l'assistance et/ou de son personnel, à l'indemniser et/ou à lui accorder réparation, ainsi qu'à permettre le transit sur le territoire de tierces Parties, si nécessaire;
- d) Modalités de remboursement des services d'assistance.

Article 16
Information du public

1. Les Parties riveraines veillent à ce que les informations relatives à l'état des eaux transfrontières, aux mesures prises ou prévues pour prévenir, maîtriser et réduire l'impact transfrontière et à l'efficacité de ces mesures soient accessibles au public. A cette fin, les Parties riveraines font en sorte que les renseignements suivants soient mis à la disposition du public :

- a) Les objectifs de qualité de l'eau;
- b) Les autorisations délivrées et les conditions à respecter à cet égard;
- c) Les résultats des prélèvements d'échantillons d'eau et d'effluents effectués aux fins de surveillance et d'évaluation, ainsi que les résultats des contrôles pratiqués pour déterminer dans quelle mesure les objectifs de qualité de l'eau ou les conditions énoncées dans les autorisations sont respectés.

2. Les Parties riveraines veillent à ce que le public puisse avoir accès à ces informations à tout moment raisonnable et puisse en prendre connaissance gratuitement, et elles mettent à la disposition des membres du public des moyens suffisants pour qu'ils puissent obtenir copie de ces informations contre paiement de frais raisonnables.

PARTIE III
Dispositions institutionnelles et dispositions finales

Article 17
Réunion des Parties

1. La première réunion des Parties est convoquée un an plus tard après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, des réunions ordinaires se tiennent tous les trois ans, ou à intervalles plus rapprochés fixés par le règlement intérieur. Les Parties tiennent une réunion extraordinaire si elles en décident ainsi lors d'une réunion ordinaire, ou si l'une d'entre elles en fait la demande par écrit, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois qui suivent sa communication à l'ensemble des Parties.

2. Lors de leurs réunions, les Parties suivent l'application de la présente Convention et, en ayant cet objectif présent à l'esprit :

- a) Examinent leurs politiques et leurs démarches méthodologiques en matière de protection et d'utilisation des eaux transfrontières en vue d'améliorer encore la protection et l'utilisation de ces eaux;
- b) Se font part des enseignements qu'elles tirent de la conclusion et de l'application d'accords bilatéraux et multilatéraux ou d'autres arrangements touchant la protection et l'utilisation des eaux transfrontières, auxquels une ou plusieurs d'entre elles sont Parties;
- c) Sollicitent, s'il y a lieu, les services des organes compétents de la CEE ainsi que d'autres organes internationaux ou de certains comités compétents pour toutes les questions ayant un rapport avec la réalisation des objectifs de la présente Convention;
- d) A leur première réunion, étudient le règlement intérieur de leurs réunions et l'adoptent par consensus;
- e) Examinent et adoptent des propositions d'amendements à la présente Convention;
- f) Envisagent et entreprennent toute autre action qui peut se révéler nécessaire aux fins de la présente Convention.

Article 18
Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, les Parties à la présente Convention ont chacune une voix.

2. Les organisations d'intégration économique régionale, dans les domaines relevant de leur compétence, disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la présente Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 19
Secrétariat

Le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe exerce les fonctions de secrétariat suivantes :

- a) Il convoque et prépare les réunions des Parties;
- b) Il transmet aux Parties les rapports et autres renseignements reçus en application des dispositions de la présente Convention; et
- c) Il s'acquitte des autres fonctions que les Parties peuvent lui assigner.

Article 20
Annexes

Les annexes de la présente Convention font partie intégrante de la Convention.

Article 21
Amendements à la Convention

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention.
2. Les propositions d'amendements à la présente Convention sont examinées lors d'une réunion des Parties.
3. Le texte de toute proposition d'amendement à la présente Convention est soumis par écrit au secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui le communique à toutes les Parties quatre-vingt-dix jours au moins avant la réunion au cours de laquelle l'amendement est proposé pour adoption.
4. Tout amendement à la présente Convention est adopté par consensus par les représentants des Parties à la Convention présents à une réunion des Parties et entre en vigueur à l'égard des Parties à la Convention qui l'ont accepté le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle les deux tiers d'entre elles ont déposé leurs instruments d'acceptation de l'amendement auprès du Dépositaire. L'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle cette Partie a déposé son instrument d'acceptation de l'amendement.

Article 22
Règlement des différends

1. Si un différend s'élève entre deux ou plusieurs Parties quant à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, ces Parties recherchent une solution par voie de négociation ou par toute autre méthode de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.
2. Lorsqu'elle signe, ratifie, accepte, approuve la présente Convention, ou y adhère, ou à tout autre moment par la suite, une Partie peut signifier par écrit au Dépositaire que, pour les différends qui n'ont pas été réglés conformément au paragraphe 1 du présent article, elle accepte de considérer comme obligatoire(s), dans ses relations avec toute Partie acceptant la même obligation, l'un des deux ou les deux moyens de règlement des différends ci-après :
 - a) Soumission du différend à la Cour internationale de Justice;
 - b) Arbitrage, conformément à la procédure exposée à l'annexe IV.
3. Si les Parties au différend ont accepté les deux moyens de règlement des différends visés au paragraphe 2 du présent article, le différend ne peut être soumis qu'à la Cour internationale de Justice, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

Article 23
Signature

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres de la Commission économique pour l'Europe ainsi que des Etats dotés du statut consultatif auprès de la Commission économique pour l'Europe en vertu du paragraphe 8 de la résolution 36 (IV) du Conseil économique et social du 28 mars 1947, et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains, membres de la Commission économique pour l'Europe, qui leur ont transféré compétence pour des matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières, à Helsinki du 17 au 18 mars 1992 inclus, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, jusqu'au 18 septembre 1992.

Article 24
Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies remplit les fonctions de Dépositaire de la présente Convention.

Article 25
Ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Etats et des organisations d'intégration économique régionale signataires.
2. La présente Convention est ouverte à l'adhésion des Etats et organisations visés à l'article 23.
3. Toute organisation visée à l'article 23 qui devient Partie à la présente Convention sans qu'aucun de ses Etats membres n'en soit Partie est liée par toutes les obligations qui découlent de la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une telle organisation sont Parties à la présente Convention, cette organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives dans l'exécution des obligations contractées en vertu de la Convention. En pareil cas, l'organisation et les Etats membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent de la présente Convention.

4. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale visées à l'article 23 indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des matières dont traite la présente Convention. En outre, ces organisations informent le Dépositaire de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

Article 26
Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne s'ajoute pas à ceux qui sont déposés par les Etats membres de cette organisation.

3. A l'égard de chaque Etat ou organisation visé à l'article 23 qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet Etat ou organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 27
Dénonciation

A tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans commençant à courir à la date à laquelle la présente Convention est entrée en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer la Convention par notification écrite adressée au Dépositaire. Cette dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception de sa notification par le Dépositaire.

Article 28
Textes authentiques

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, français et russe sont également authentiques, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Helsinki, le dix-sept mars mil neuf cent quatre-vingt douze.

Annexe I

Définition de l'expression « meilleure technologie disponible »

1. L'expression « meilleure technologie disponible » désigne le dernier stade de développement des procédés, équipements ou méthodes d'exploitation indiquant qu'une mesure donnée est applicable dans la pratique pour limiter les émissions, les rejets et les déchets. Pour déterminer si un ensemble de procédés, d'équipements et de méthodes d'exploitation constituent la meilleure technologie disponible de façon générale ou dans des cas particuliers, il y a lieu de prendre tout particulièrement en considération :

a) Les procédés, équipements ou méthodes d'exploitation comparables qui ont été récemment expérimentés avec succès;

b) Les progrès technologiques et l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques;

c) L'applicabilité de cette technologie du point de vue économique;

d) Les délais de mise en oeuvre tant dans les nouvelles installations que dans les installations existantes;

e) La nature et le volume des rejets et des effluents en cause;

f) Les technologies peu polluantes ou sans déchets.

2. Il résulte de ce qui précède que pour un procédé particulier, la « meilleure technologie disponible » évoluera dans le temps, en fonction des progrès technologiques, de facteurs économiques et sociaux et de l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques.

Annexe II

Lignes directrices pour la mise au point des meilleures pratiques environnementales

1. En choisissant pour des cas particuliers la combinaison la plus appropriée de mesures susceptibles de constituer la meilleure pratique environnementale, on devra prendre en considération la série de mesures ci-après selon la gradation indiquée :

a) Information et éducation du public et des utilisateurs en ce qui concerne les conséquences sur l'environnement du choix d'activités et de produits particuliers et pour ces derniers, de leur utilisation et de leur élimination finale;

b) Elaboration et application de codes de bonne pratique environnementale s'appliquant à tous les aspects de la vie du produit;

c) Etiquetage informant les usagers des risques environnementaux liés à un produit, à son utilisation et à son élimination finale;

d) Mise à disposition du public de systèmes de collecte et d'élimination;

e) Recyclage, récupération et réutilisation;

f) Application d'instruments économiques à des activités, des produits ou des groupes de produits;

g) Adoption d'un système d'octroi d'autorisation assorti d'une série de restrictions ou d'une interdiction.

2. Pour déterminer quelle combinaison de mesures constitue la meilleure pratique environnementale, de façon générale ou dans des cas particuliers, il conviendra de prendre particulièrement en considération :

- a) Le risque pour l'environnement que présentent :
 - i) Le produit;
 - ii) La fabrication du produit;
 - iii) L'utilisation du produit;
 - iv) L'élimination finale du produit;
- b) Le remplacement de procédés ou de substances par d'autres moins polluants;
- c) L'échelle d'utilisation;
- d) Les avantages ou inconvénients que des matériaux ou activités de remplacement peuvent présenter du point de vue de l'environnement;
- e) Les progrès et l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques;
- f) Les délais d'application;
- g) Les conséquences sociales et économiques.

3. Il résulte de ce qui précède que, pour une source particulière, les meilleures pratiques environnementales évolueront dans le temps, en fonction des progrès technologiques, de facteurs économiques et sociaux et de l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques.

Annexe III

Lignes directrices pour la mise au point d'objectifs et de critères de qualité de l'eau

Les objectifs et critères de qualité de l'eau :

- a) Tiennent compte du but poursuivi, qui est de préserver et, si nécessaire, d'améliorer la qualité de l'eau;
- b) Visent à ramener les charges polluantes moyennes (en particulier celles de substances dangereuses) à un certain niveau dans un délai donné;
- c) Tiennent compte d'exigences spécifiques en matière de qualité de l'eau (eau brute utilisée comme eau potable, irrigation, etc.);
- d) Tiennent compte d'exigences spécifiques en ce qui concerne les eaux sensibles et spécialement protégées et leur environnement (lacs et eaux souterraines par exemple);
- e) Reposent sur l'emploi de méthodes de classification écologique et d'indices chimiques permettant d'examiner la préservation et l'amélioration de la qualité de l'eau à moyen terme et à long terme;
- f) Tiennent compte du degré de réalisation des objectifs et des mesures de protection supplémentaires, fondés sur les limites d'émission, qui peuvent se révéler nécessaires dans des cas particuliers.

Annexe IV

Arbitrage

1. Dans le cas d'un différend soumis à l'arbitrage en vertu du paragraphe 2 de l'article 22 de la présente Convention, une Partie (ou les Parties) notifie(nt) au secrétariat l'objet de l'arbitrage et indique(nt), en particulier, les articles de la présente Convention dont l'interprétation ou l'application est en cause. Le secrétariat transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.

2. Le tribunal arbitral est composé de trois membres. La (ou les) Partie(s) requérante(s) et l'autre (ou les autres) Partie(s) au différend nomment un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre qui est le président du tribunal arbitral. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des Parties au différend ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties, ni être au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à quelque autre titre que ce soit.

3. Si, dans les deux mois qui suivent la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'a pas été désigné, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe procède, à la demande de l'une des Parties au différend, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

4. Si, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande l'une des Parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre Partie peut en informer le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation, le président du tribunal arbitral demande à la Partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Si elle ne le fait pas dans ce délai, le président en informe le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

5. Le tribunal rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente Convention.

6. Tout tribunal arbitral constitué en application des dispositions de la présente annexe arrête lui-même sa procédure.

7. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur les questions de procédure que sur le fond, sont prises à la majorité de ses membres.

8. Le tribunal peut prendre toutes les mesures voulues pour établir les faits.

9. Les Parties au différend facilitent la tâche du tribunal arbitral et, en particulier, par tous les moyens à leur disposition :

- a) Lui fournissent tous les documents, facilités et renseignements pertinents; et
- b) Lui permettent, si cela est nécessaire, de citer et d'entendre des témoins ou des experts.

10. Les Parties et les arbitres protègent le secret de tout renseignement, qu'ils reçoivent à titre confidentiel pendant la procédure d'arbitrage.

11. Le tribunal arbitral peut, à la demande de l'une des Parties, recommander des mesures conservatoires.

12. Si l'une des Parties au différend ne se présente pas devant le tribunal arbitral ou ne fait pas valoir ses moyens, l'autre Partie peut demander au tribunal de poursuivre la procédure et de rendre sa sentence définitive. Le fait pour une Partie de ne pas se présenter ou de ne pas faire valoir ses moyens ne fait pas obstacle au déroulement de la procédure.

13. Le tribunal arbitral peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

14. A moins que le tribunal arbitral n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les frais du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont supportés à parts égales par les Parties au différend. Le tribunal tient un relevé de tous ses frais et en fournit un état final aux Parties.

15. Toute Partie à la présente Convention qui a, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision rendue dans l'affaire peut intervenir dans la procédure, avec l'accord du tribunal.

16. Le tribunal arbitral rend sa sentence dans les cinq mois qui suivent la date à laquelle il a été constitué, à moins qu'il ne juge nécessaire de prolonger ce délai d'une durée qui ne devrait pas excéder cinq mois.

17. La sentence du tribunal arbitral est assortie d'un exposé des motifs. Elle est définitive et obligatoire pour toutes les Parties au différend. Le tribunal arbitral la communique aux Parties au différend et au secrétariat. Ce dernier transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.

18. Tout différend entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des Parties au tribunal arbitral qui a rendu ladite sentence ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal constitué à cet effet de la même manière que le premier.

VERTALING

Verdrag inzake de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende waterlopen en internationale meren

Preambule

De partijen bij dit verdrag,

Zich ervan bewust dat de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende waterlopen en internationale meren taken van groot belang en hoge prioriteit zijn, en dat doeltreffende uitvoering ervan alleen kan worden gewaarborgd door intensievere samenwerking,

Verontrust over de nadelige gevolgen die veranderingen in de toestand van grensoverschrijdende waterlopen en internationale meren op korte of lange termijn hebben of dreigen te hebben voor het milieu, de economie en het welzijn van de lidstaten van de Economische Commissie voor Europa (ECE),

Beklemtonend dat krachtigere nationale en internationale maatregelen geboden zijn ter voorkoming, beheersing en vermindering van de lozing van gevaarlijke stoffen in het aquatische milieu en ter vermindering van vermessing en verzuring, alsmede van verontreiniging van het mariene milieu, met name in kustgebieden, vanaf het land,

Verheugd over de inspanningen die de Regeringen van de lidstaten van de ECE reeds hebben geleverd om op bilateraal en multilateraal niveau hun samenwerking te intensiveren, gericht op de voorkoming, beheersing en vermindering van grensoverschrijdende verontreiniging, op duurzaam waterbeheer, het behoud van watervoorkomens en de bescherming van het milieu,

Herinnerend aan de desbetreffende bepalingen en beginselen van de Verklaring van de Conferentie inzake het menselijk leefmilieu te Stockholm, de Slotakte van de Conferentie over Veiligheid en Samenwerking in Europa (CVSE), de Slotdocumenten van de Bijeenkomsten te Madrid en te Wenen van Vertegenwoordigers van de Staten die deelnemen aan de CVSE, en de Regionale Strategie voor de bescherming van het milieu en het rationeel gebruik van de natuurlijke rijkdommen in de lidstaten van de ECE voor het tijdvak tot het jaar 2000 en daarna.

Zich bewust van de rol van de Economische Commissie voor Europa van de Verenigde Naties bij het bevorderen van de internationale samenwerking ten behoeve van de voorkoming, beheersing en vermindering van de verontreiniging van grensoverschrijdende wateren en ten behoeve van duurzaam gebruik van grensoverschrijdende wateren, en in dit kader herinnerend aan de ECE-Beleidsverklaring inzake de voorkoming en beheersing van de waterverontreiniging, met inbegrip van grensoverschrijdende verontreiniging; de ECE-Beleidsverklaring inzake het rationeel gebruik van water; de ECE-beginselen inzake de samenwerking op het gebied van grensoverschrijdende wateren; het ECE-Handvest inzake het grondwaterbeheer; en de Gedragscode inzake calamiteuze verontreiniging van grensoverschrijdende binnenwateren,

Verwijzend naar de beslissingen I (42) en I (44), aangenomen door de Economische Commissie voor Europa tijdens haar 42e respectievelijk haar 44e zitting, en het resultaat van de CVSE-Bijeenkomst inzake de bescherming van het milieu (Sofia, Bulgarije, 16 oktober — 3 november 1989).

Beklemtonend dat de samenwerking tussen de landen die lid zijn ten aanzien van de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende wateren in de eerste plaats dient te worden verwezenlijkt door het opstellen van overeenkomsten tussen landen die aan dezelfde wateren grenzen, met name in gevallen waarin dergelijke overeenkomsten nog niet zijn gesloten,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1 Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder :

1. « Grensoverschrijdende wateren » : oppervlakte- of grondwateren die een grens tussen twee of meer Staten vormen, overschrijden of daarop gelegen zijn; overal waar grensoverschrijdende wateren rechtstreeks in de zee stromen, eindigen deze grensoverschrijdende wateren ter hoogte van een rechte lijn dwars op hun onderscheiden mondingen tussen twee punten op de laagwaterlijn van hun oevers;
2. « Grensoverschrijdend effect » : ieder wezenlijk nadelig effect op het milieu, binnen een gebied onder de rechtsmacht van een Partij, dat voortvloeit uit een verandering in de toestand van grensoverschrijdende wateren, die wordt teweeggebracht door een menselijke activiteit die geheel of gedeeltelijk plaatsvindt binnen een gebied onder de rechtsmacht van een andere Partij. Deze effecten op het milieu omvatten mede effecten op de gezondheid en de veiligheid van de mens, voor de flora, de fauna, de bodem, de lucht, het water, het klimaat, het landschap en historische monumenten of andere fysieke structuren, of voor de samenhang tussen deze aspecten; ook worden bedoeld effecten op het cultureel erfgoed of voor de sociaal-economische omstandigheden voortvloeiend uit veranderingen in die aspecten;
3. « Partij » : een Partij bij dit Verdrag, tenzij het zinsverband anders vereist;
4. « Oeverstaten » : Staten Partij bij dit Verdrag die aan dezelfde grensoverschrijdende wateren gelegen zijn;
5. « Commissie » : een bilaterale of multilaterale commissie of ander passend samenwerkingsverband tussen de Oeverstaten;
6. « Gevaarlijke stoffen » : stoffen die giftig, kankerverwekkend, mutageen, teratogeen of bio-accumulerend zijn, met name als zij niet afbreekbaar zijn;
7. « Beste beschikbare technologie » : (de omschrijving wordt gegeven in Bijlage I bij dit Verdrag).

DEEL I Bepalingen die voor alle partijen gelden

Artikel 2 Algemene bepalingen

1. De Partijen nemen alle passende maatregelen om grensoverschrijdende effecten te voorkomen, te beheersen en te verminderen.
2. De Partijen nemen in het bijzonder alle passende maatregelen :
 - a) ter voorkoming, beheersing en vermindering van waterverontreiniging die grensoverschrijdende effecten heeft of waarschijnlijk zal hebben;
 - b) om te waarborgen dat bij het gebruik van grensoverschrijdende wateren wordt gestreefd naar een ecologisch verantwoord en rationeel waterbeheer, het behoud van watervoorkomens en de bescherming van het milieu;
 - c) om te waarborgen dat grensoverschrijdende wateren worden gebruikt op redelijke en billijke wijze, waarbij met name rekening wordt gehouden met het feit dat zij grensoverschrijdend zijn, in het geval van activiteiten die grensoverschrijdende effecten hebben of waarschijnlijk zullen hebben;
 - d) om het behoud en, waar nodig, het herstel van ecosystemen te waarborgen.
3. Maatregelen ter voorkoming, beheersing en vermindering van de waterverontreiniging worden, waar mogelijk, aan de bron genomen.
4. Deze maatregelen mogen er niet toe leiden, direct of indirect, dat de verontreiniging naar andere compartimenten van het milieu wordt verplaatst.
5. Bij het nemen van de in het eerste en tweede lid van dit artikel bedoelde maatregelen laten de Partijen zich leiden door de volgende beginselen:
 - a) het voorzorgsbeginsel, uit hoofde waarvan ingrijpen ter vermindering van mogelijke grensoverschrijdende effecten van het lozen van gevaarlijke stoffen niet mag worden uitgesteld om de reden dat het bestaan van een causaal verband tussen die stoffen enerzijds en het mogelijke grensoverschrijdende effect anderzijds niet volledig door wetenschappelijk onderzoek is aangetoond;
 - b) het beginsel dat de vervuiler betaalt, uit hoofde waarvan de kosten van maatregelen ter voorkoming, beheersing en vermindering van de verontreiniging worden gedragen door de vervuiler;
 - c) watervoorkomens worden zodanig beheerd dat in de behoeften van de huidige generatie wordt voorzien zonder dat het vermogen van toekomstige generaties om in hun eigen behoeften te voorzien, in gevaar wordt gebracht.
6. De Oeverstaten werken samen op basis van gelijkheid en wederkerigheid, met name door middel van bilaterale en multilaterale overeenkomsten, ten einde geharmoniseerde beleidslijnen, programma's en strategieën te ontwikkelen die betrekking hebben op de desbetreffende stroomgebieden, of delen daarvan, gericht op het voorkomen, beheersen en verminderen van grensoverschrijdende effecten en op de bescherming van het milieu van grensoverschrijdende wateren of van het milieu dat door die wateren wordt beïnvloed, met inbegrip van het mariene milieu.
7. De toepassing van dit Verslag mag niet leiden tot een verslechtering van de toestand van het milieu, noch tot een toename van grensoverschrijdende effecten.
8. De bepalingen van dit Verdrag doen geen afbreuk aan het recht van Partijen om afzonderlijk of gezamenlijk strengere maatregelen te nemen en toe te passen dan voorzien in dit Verdrag.

Artikel 3

Voorkoming, beheersing en vermindering

1. Ter voorkoming, beheersing en vermindering van grensoverschrijdende effecten dienen de Partijen desbetreffende wettelijke, bestuurlijke, economische, financiële en technische maatregelen uit te werken, aan te nemen, toe te passen en, voor zover mogelijk, op elkaar af te stemmen, ten einde onder andere te waarborgen dat :

a) de emissie van verontreinigende stoffen wordt voorkomen, beheerst en verminderd aan de bron door de toepassing van, onder andere, technologie waarbij weinig of geen afval wordt geproduceerd;

b) grensoverschrijdende wateren worden beschermd tegen verontreiniging vanuit puntbronnen door middel van vergunningverlening vooraf, door de bevoegde nationale autoriteiten, voor lozingen van afvalwater, en dat op de toegestane lozingen toezicht en controle wordt uitgeoefend;

c) de in vergunningen vermelde emissiegrenswaarden voor lozingen van afvalwater worden gebaseerd op de beste beschikbare technologie voor het lozen van gevaarlijke stoffen;

d) strengere maatregelen, die in sommige gevallen zelfs een verbod inhouden, worden opgelegd wanneer de kwaliteit van het ontvangende water of het ecosysteem dit vereist;

e) stedelijk afvalwater ten minste biologische of gelijkwaardige behandeling ondergaat, waar nodig volgens een gefaseerde aanpak;

f) passende maatregelen worden genomen, zoals de toepassing van de meest beschikbare technologie, ten einde de toevoer van nutriënten vanuit industriële en stedelijke bronnen te verminderen;

g) de nodige maatregelen en de best milieuveilige handelwijze worden ontwikkeld en toegepast voor het verminderen van de toevoer van nutriënten en gevaarlijke stoffen uit diffuse bronnen, met name waar de voornaamste bron de landbouw is (richtlijnen voor het ontwikkelen van de best milieuveilige handelwijze worden gegeven in Bijlage II bij dit Verdrag);

h) milieu-effectrapportage en andere beoordelingsmethoden worden gehanteerd;

i) duurzaam beheer van watervoorkomens, met inbegrip van de toepassing van de ecosysteembenadering, wordt bevorderd;

j) rampenbestrijdingsplannen worden ontwikkeld;

k) extra, specifieke maatregelen worden genomen om de verontreiniging van het grondwater te voorkomen;

l) het risico van verontreiniging door calamiteuze ongevallen tot het minimum te beperken.

2. Hiertoe stelt elke Partij emissiegrenswaarden vast voor lozingen vanuit puntbronnen in oppervlaktewateren, gebaseerd op de beste beschikbare technologie, die specifiek van toepassing zijn op afzonderlijke industriële sectoren of industrieën waaruit gevaarlijke stoffen afkomstig zijn. De in het eerste lid van dit artikel bedoelde passende maatregelen ter voorkoming, beheersing en vermindering van de toevoer van gevaarlijke stoffen vanuit puntbronnen en diffuse bronnen in het water kunnen, onder andere, een geheel of gedeeltelijk verbod inhouden van de productie of het gebruik van die stoffen. Er wordt rekening gehouden met bestaande lijsten van die industriële sectoren of industrieën en van die gevaarlijke stoffen, die deel uitmaken van internationale overeenkomsten of regelingen die van toepassing zijn in het gebied waarop dit Verdrag betrekking heeft.

3. Daarnaast formuleert elke Partij, waar passend, doelstellingen voor de waterkwaliteit en stelt zij normen voor de waterkwaliteit ten behoeve van de voorkoming, beheersing en vermindering van grensoverschrijdende effecten. Algemene richtlijnen voor het uitwerken van die doelstellingen en normen worden gegeven in Bijlage III bij dit Verdrag. De Partijen streven ernaar deze Bijlage, wanneer nodig, bij te werken.

Artikel 4

Controle

De Partijen stellen programma's op voor het controleren van de toestand van grensoverschrijdende wateren.

Artikel 5

Onderzoek en ontwikkeling

De Partijen werken samen bij het verrichten van onderzoek naar en de ontwikkeling van doeltreffende technieken voor de voorkoming, beheersing en vermindering van grensoverschrijdende effecten. Hiertoe streven de Partijen ernaar, op bilaterale en/of multilaterale basis, rekening houdend met onderzoekswerkzaamheden die worden verricht binnen desbetreffende internationale fora, specifieke onderzoeksprogramma's op te zetten of te intensiveren, waar nodig, onder andere gericht op :

a) het ontwikkelen van methoden voor het beoordelen van de giftigheid van gevaarlijke stoffen en de schadelijkheid van verontreinigende stoffen;

b) het verbeteren van de kennis inzake het vóórkomen, de verspreiding en de gevolgen voor het milieu van verontreinigende stoffen, en de desbetreffende processen;

c) het ontwikkelen en toepassen van milieuvriendelijke technologieën, productie- en consumptiepatronen;

d) het geleidelijk uitbannen en/of vervangen van stoffen die waarschijnlijk grensoverschrijdende effecten veroorzaken;

e) milieuvriendelijke methoden voor de verwijdering van gevaarlijke stoffen;

f) bijzondere methoden voor het verbeteren van de toestand van grensoverschrijdende wateren;

g) milieuvriendelijke waterbouwkundige werken en waterreguleringstechnieken;

h) het beoordelen van de materiële en financiële schade die het gevolg is van grensoverschrijdende effecten.

De resultaten van deze onderzoeksprogramma's worden tussen de Partijen uitgewisseld in overeenstemming met artikel 6 van dit Verdrag.

Artikel 6

Uitwisseling van informatie

De Partijen dragen zorg voor een zo omvattend mogelijke uitwisseling van informatie, zo vroegtijdig mogelijk, over onderwerpen waarop de bepalingen van dit Verdrag betrekking hebben.

Artikel 7

Verantwoordelijkheid en aansprakelijkheid

De Partijen ondersteunen passende internationale inspanningen om regels, normen en procedures op te stellen op het gebied van verantwoordelijkheid en aansprakelijkheid.

Artikel 8

Bescherming van informatie

De bepalingen van dit Verdrag doen geen afbreuk aan de rechten of de verplichtingen die de Partijen hebben, uit hoofde van hun nationale wetgeving en toepasselijke supranationale regelingen, om informatie te beschermen in verband met de industriële en commerciële geheimhouding, met inbegrip van de intellectuele eigendom, of de nationale veiligheid.

DEEL II

Bepalingen die gelden voor Oeverstaten

Artikel 9

Bilaterale en multilaterale samenwerking

1. De Oeverstaten gaan op basis van gelijkheid en wederkerigheid bilaterale of multilaterale overeenkomsten of andere regelingen aan, waar deze nog niet bestaan, of passen bestaande overeenkomsten of andere regelingen aan, waar nodig om bepalingen die in strijd zijn met de grondslagen van dit Verdrag eruit te verwijderen, ten einde hun onderlinge betrekkingen en hun gedragingen aangaande de voorkoming, beheersing en vermindering van grensoverschrijdende effecten te definiëren. De Oeverstaten specificeren de stroomgebieden, of delen daarvan, ten aanzien van welke zij samenwerken. Deze overeenkomsten of regelingen dienen de onderwerpen te omvatten die onder dit Verdrag vallen, alsmede overige onderwerpen ten aanzien van welke de Oeverstaten samenwerking nodig kunnen achten.

2. De in het eerste lid van dit artikel bedoelde overeenkomsten of regelingen voorzien in de instelling van commissies. De taken van deze commissies omvatten mede, zonder afbreuk te doen aan desbetreffende bestaande overeenkomsten of regelingen, de volgende :

a) het verzamelen, samenvoegen en evalueren van gegevens ten einde bronnen van verontreiniging te herkennen die waarschijnlijk grensoverschrijdende effecten zullen veroorzaken;

b) het opstellen van gemeenschappelijke programma's voor het controleren van de waterkwaliteit en -kwantiteit;

c) het inventariseren en het uitwisselen van informatie over de in het tweede lid, letter a, van dit artikel bedoelde bronnen van verontreiniging;

d) het vaststellen van emissiegrenswaarden voor afvalwater en het evalueren van de doeltreffendheid van de handhavingsprogramma's;

e) het uitwerken van gemeenschappelijke doelstellingen en normen betreffende de waterkwaliteit, rekening houdend met de bepalingen van artikel 3, derde lid, van dit Verdrag, en het voorstellen van passende maatregelen voor het behoud en, waar nodig, de verbetering van de bestaande waterkwaliteit;

f) het ontwikkelen van op elkaar afgestemde actieprogramma's voor het verminderen van verontreinigingsvrachten vanuit zowel puntbronnen (bijvoorbeeld stedelijke en industriële bronnen) als diffuse bronnen (met name agrarische bronnen);

g) het vaststellen van waarschuwings- en alarmprocedures;

h) het dienen als forum voor de uitwisseling van informatie over bestaande en voorgenomen vormen van watergebruik en desbetreffende voorzieningen die waarschijnlijk grensoverschrijdende effecten zullen hebben;

i) het bevorderen van samenwerking en uitwisseling van informatie aangaande de beste beschikbare technologie in overeenstemming met de bepaling van artikel 13 van dit Verdrag, alsmede het aanmoedigen van samenwerking in programma's voor wetenschappelijk onderzoek;

j) het deelnemen aan de uitvoering van milieu-effectrapportages betreffende grensoverschrijdende wateren, in overeenstemming met de desbetreffende internationale regelingen.

3. In gevallen waarin een kuststaat die Partij is bij dit Verdrag, rechtstreeks en wezenlijk wordt benadeeld door grensoverschrijdende effecten, kunnen de Oeverstaten, indien zij dit alle overeenkomen, die kuststaat uitnodigen op passende wijze deel te nemen aan de werkzaamheden van de multilaterale commissies die zijn ingesteld door de Partijen die aan die grensoverschrijdende wateren gelegen zijn.

4. Commissies in de zin van dit Verdrag nodigen commissies die voor de bescherming van het mariene milieu zijn ingesteld door kuststaten die te maken hebben met grensoverschrijdende effecten, uit tot samenwerking ten einde hun werkzaamheden te harmoniseren en de grensoverschrijdende effecten te voorkomen, beheersen en verminderen.

5. Waar twee of meer commissies bestaan in hetzelfde stroomgebied, streven zij naar afstemming van hun werkzaamheden, ten einde de voorkoming, beheersing en vermindering van grensoverschrijdende effecten binnen dat stroomgebied te intensiveren.

Artikel 10

Overleg

Tussen de Oeverstraten wordt overleg gepleegd op basis van wederkerigheid, goed vertrouwen en goed nabuurschap, indien een van hen daarom verzoekt. Dat overleg is gericht op samenwerking ten aanzien van de onderwerpen die onder de bepalingen van dit Verdrag vallen. Het overleg wordt steeds gevoerd door tussenkomst van een krachtens artikel 9 van dit Verdrag opgerichte commissie, waar deze bestaat.

Artikel 11

Gemeenschappelijke controle en beoordeling

1. In het kader van de in artikel 9 van dit Verdrag bedoelde algemene samenwerking, dan wel in het kader van specifieke regelingen, gaan de Oeverstaten over tot het opstellen en uitvoeren van gemeenschappelijke programma's voor het controleren van de toestand van grensoverschrijdende wateren, met inbegrip van hoogwater en ijsgang, alsmede het controleren van grensoverschrijdende effecten.

2. De Oeverstaten bereiken overeenstemming over verontreinigingsparameters en over verontreinigende stoffen waarvan de lozingen en de concentratie in grensoverschrijdende wateren regelmatig dienen te worden gecontroleerd.

3. De Oeverstaten beoordelen met geregelde tussenpozen, gezamenlijk of in onderling overleg, de toestand van grensoverschrijdende wateren en de doeltreffendheid van maatregelen die zijn genomen ter voorkoming, beheersing en vermindering van grensoverschrijdende effecten. De resultaten van deze beoordelingen worden openbaar gemaakt in overeenstemming met de bepalingen van artikel 16 van dit Verdrag.

4. Hiertoe harmoniseren de Oeverstaten de voorschriften voor het opstellen en het gebruik van controleprogramma's, meetsystemen, instrumenten, analysetechnieken, procedures voor gegevensverwerking en -evaluatie, en methoden voor de registratie van verontreinigende stoffen die worden geloosd.

Artikel 12

Gezamenlijke onderzoeks- en ontwikkelingswerkzaamheden

In het kader van de in artikel 9 van dit Verdrag bedoelde algemene samenwerking, of in het kader van specifieke regelingen, ondernemen de Oeverstaten specifieke onderzoeks- en ontwikkelingswerkzaamheden ter ondersteuning van het verwezenlijken van en het blijven voldoen aan de doelstellingen en normen betreffende de waterkwaliteit die zij in onderlinge overeenstemming hebben bepaald en aangenomen.

Artikel 13

Uitwisseling van informatie tussen Oeverstaten

1. De Oeverstaten wisselen, in het kader van desbetreffende overeenkomsten of andere regelingen overeenkomstig artikel 9 van dit Verdrag, redelijkerwijs beschikbare gegevens uit over, onder andere :

- a) de toestand van grensoverschrijdende wateren uit het oogpunt van het milieu;
- b) opgedane ervaring met de toepassing en het gebruik van de beste beschikbare technologie, en de resultaten van onderzoek en ontwikkeling;
- c) lozings- en controlegegevens;
- d) genomen en voorgenoemen maatregelen ter voorkoming, beheersing en vermindering van grensoverschrijdende effecten;
- e) vergunningen of regelingen voor lozingen van afvalwater die worden verleend of uitgevaardigd door de bevoegde autoriteit of andere daartoe bevoegde instelling.

2. Ten einde de emissiegrenswaarden te harmoniseren, gaan de Oeverstaten over tot het uitwisselen van informatie over hun nationale regelingen.

3. Indien een Oeverstaat door een andere Oeverstaat wordt verzocht gegevens of informatie te verstrekken waarover de eerstbedoelde Partij niet beschikt, spant zij zich in om aan het verzoek te voldoen; zij kan aan de inwilliging van het verzoek echter de voorwaarde verbinden dat de verzoekende Partij een redelijke vergoeding betaalt voor het verzamelen en, waar van toepassing, verwerken van die gegevens of informatie.

4. Ten behoeve van de toepassing van dit Verdrag bevorderen de Oeverstaten de uitwisseling van de beste beschikbare technologie, met name door het bevorderen van: de commerciële uitwisseling van beschikbare technologie; rechtstreekse contacten en samenwerking tussen industrieën, met inbegrip van gezamenlijke projecten, de uitwisseling van informatie en ervaring; en de verlening van technische bijstand. De Oeverstaten organiseren ook gezamenlijke opleidingsprogramma's en de relevante studiebijeenkomsten en vergaderingen.

Artikel 14

Waarschuwings- en alarmsystemen

De Oeverstaten stellen elkaar onverwijld op de hoogte van eventuele kritieke situaties die grensoverschrijdende effecten kunnen hebben. De Oeverstaten installeren, waar passend, en gebruiken gecoördineerde of gemeenschappelijke communicatie-, waarschuwings- en alarmsystemen, voor het verkrijgen en doorgeven van informatie. Deze systemen werken op basis van door de Oeverstaten overeen te komen compatibele procedures en voorzieningen voor het doorgeven en behandelen van gegevens. De Oeverstaten lichten elkaar in omtrent de bevoegde autoriteiten of voor dit doel aangewezen contactpunten.

Artikel 15

Wederzijdse bijstand

1. Indien een kritieke situatie zich mocht voordoen, verlenen de Oeverstaten elkaar op verzoek wederzijdse bijstand, waarbij zij de overeenkomstig het tweede lid van dit artikel vast te stellen procedures volgen.

2. De Oeverstaten stellen in onderling overleg procedures voor wederzijdse bijstand op waarin onder andere de volgende onderwerpen worden geregeld :

- a) de leiding over, het toezicht op, de coördinatie van en het opzicht over de bijstand;
- b) plaatselijke voorzieningen en diensten, te verlenen door de Partij die om bijstand verzoekt, waaronder, indien nodig, versoepeling van de douaneformaliteiten;
- c) regelingen voor het vrijwaren van, het schadeloos stellen van en/of het betalen van vergoedingen aan de bijstandverlenende Partij en/of haar personeel, alsmede voor de doortocht door grondgebieden van derde Partijen, waar nodig;
- d) methoden voor het vergoeden van verleende bijstand.

Artikel 16
Openbare informatie

1. De Oeverstaten waarborgen dat informatie over de toestand van grensoverschrijdende wateren, over genomen of voorgenomen maatregelen ter voorkoming, beheersing en vermindering van grensoverschrijdende effecten, en over de doeltreffendheid van die maatregelen, openbaar wordt gemaakt. Hiertoe waarborgen de Oeverstaten dat de volgende informatie openbaar wordt gemaakt :

- a) de doelstellingen betreffende de waterkwaliteit;
- b) de vergunningen die worden verleend en de daaraan verbonden voorwaarden;
- c) de resultaten van onderzoek van monsters van water en afvalwater ten behoeve van controle en beoordeling, alsmede de resultaten van controles op de naleving van de doelstellingen betreffende de waterkwaliteit of de vergunningsvoorwaarden.

2. De Oeverstaten waarborgen dat deze informatie op alle redelijke tijdstippen kosteloos voor het publiek ter inzage beschikbaar is, en verleent de burgers redelijke voorzieningen om, tegen betaling van een redelijke vergoeding, kopieën van die informatie van de Oeverstaten te verkrijgen.

DEEL III
Institutionele bepalingen en slotbepalingen

Artikel 17
Vergaderingen van de Partijen

1. De eerste vergadering van de Partijen wordt uiterlijk een jaar na de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag bevestigd. Daarna worden iedere drie jaar gewone vergaderingen gehouden, of met kortere tussenpozen zoals bepaald in het reglement van orde. De Partijen beleggen een buitengewone vergadering indien zij daartoe tijdens een gewone vergadering besluiten, of op schriftelijk verzoek van een Partij, mits dit verzoek, binnen zes maanden nadat het aan alle Partijen is toegezonden, door ten minste een derde van de Partijen wordt gesteund.

2. Tijdens hun vergaderingen toetsen de Partijen de uitvoering van het Verdrag voortdurend, en hiertoe verbinden zij zich tot :

- a) de toetsing van het beleid en de werkwijzen van de Partijen betreffende de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende wateren, ter verbetering van de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende wateren;
- b) de uitwisseling van informatie over ervaring die wordt opgedaan in het aangaan en uitvoeren van bilaterale en multilaterale overeenkomsten of andere regelingen betreffende de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende wateren, waarbij een of meer van de Partijen partij zijn;
- c) de gebruikmaking, wanneer nodig, van de diensten van desbetreffende organen van de ECE alsmede van andere bevoegde internationale lichamen en specifieke commissies, ten aanzien van alle aspecten van de verwezenlijking van de doeleinden van dit Verdrag;
- d) het tijdens hun eerste vergadering bespreken en door middel van consensus aannemen van een reglement van orde voor hun vergaderingen;
- e) het bespreken en aannemen van voorstellen tot wijziging van dit Verdrag;
- f) het bespreken en treffen van alle overige maatregelen die vereist kunnen zijn voor de verwezenlijking van de doeleinden van dit Verdrag.

Artikel 18
Stemrecht

1. Behoudens het bepaalde in het tweede lid van dit artikel heeft elke Partij bij dit Verdrag één stem.

2. Regionale organisaties voor economische integratie oefenen ten aanzien van aangelegenheden die onder hun bevoegdheid vallen hun stemrecht uit met een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal van hun lidstaten die Partij zijn bij het Verdrag. Deze organisaties oefenen hun stemrecht niet uit indien hun lidstaten hun stemrecht uitoefenen, en omgekeerd.

Artikel 19
Secretariaat

De Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie voor Europa verricht de volgende secretariaatstaken :

- a) het beleggen en voorbereiden van vergaderingen van de Partijen;
- b) het toezenden aan de Partijen van verslagen en andere informatie die in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag worden ontvangen;
- c) het verrichten van overige taken die worden vastgesteld door de Partijen.

Artikel 20
Bijlagen

De bijlagen bij dit Verdrag vormen een integrerend onderdeel van het Verdrag.

Artikel 21
Wijziging van het Verdrag

1. Iedere Partij kan voorstellen doen tot wijziging van dit Verdrag.

2. Voorstellen tot wijziging van dit Verdrag worden besproken tijdens een vergadering van de Partijen.

3. Teksten van voorstellen tot wijziging van dit Verdrag worden schriftelijk ingediend bij de Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie voor Europa, die ze ten minste negentig dagen vóór de vergadering tijdens welke zij ter aanneming zullen worden voorgelegd, doet toekomen aan alle Partijen.

4. Een wijziging van dit Verdrag wordt aangenomen met consensus van de vertegenwoordigers van de Partijen bij dit Verdrag die aanwezig zijn tijdens een vergadering van de Partijen, en treedt ten aanzien van de Partijen bij dit Verdrag die de wijziging hebben aanvaard, in werking op de negentigste dag na de datum waarop twee derde van die Partijen hun akten van aanvaarding van de wijziging bij de Depositaris hebben nedergelegd. Voor iedere andere Partij treedt de wijziging in werking op de negentigste dag na de datum waarop die Partij haar akte van aanvaarding van de wijziging nederlegt.

Artikel 22 Geschillenregeling

1. Indien tussen twee of meer Partijen een geschil ontstaat over de uitlegging of de toepassing van dit Verdrag, trachten zij dit op te lossen door onderhandeling of volgens een andere voor de partijen bij het geschil aanvaardbare methode voor de regeling van geschillen.

2. Een Partij kan bij de ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van of de toetreding tot dit Verdrag, of te allen tijde daarna, schriftelijk aan de Depositaris mededelen dat zij, in geval van een geschil dat niet wordt opgelost in overeenstemming met het eerste lid van dit artikel, de toepassing van de volgende twee methoden voor het regelen van geschillen, dan wel één van beide, als verplicht aanvaardt ten aanzien van iedere Partij die dezelfde verplichting aanvaardt :

- a) Voorlegging van het geschil aan het Internationaal Gerechtshof;
- b) Arbitrage volgens de in Bijlage IV beschreven procedure.

3. Indien de partijen bij het geschil beide in het tweede lid van dit artikel genoemde methoden voor de regeling van geschillen hebben aanvaard, kan het geschil alleen aan het Internationaal Gerechtshof worden voorgelegd, tenzij de partijen anders overeenkomen.

Artikel 23 Ondertekening

Dit Verdrag staat van 17 tot en met 18 maart 1992 te Helsinki, en daarna tot 18 septembre 1992 op de Zetel van de Verenigde Naties te New York, open voor ondertekening door de lidstaten van de Economische Commissie voor Europa alsmede door Staten die een consultatieve status bij de Economische Commissie voor Europa hebben krachtens paragraaf 8 van resolutie 36 (IV) van 28 maart 1947 van de Economische en Sociale Raad, en door regionale organisaties voor economische integratie opgericht door soevereine Staten die lid zijn van de Economische Commissie voor Europa waaraan de lidstaten bevoegdheden hebben overgedragen ten aanzien van aangelegenheden die onder dit Verdrag vallen, met inbegrip van de bevoegdheid ten aanzien van die aangelegenheden verdragen aan te gaan.

Artikel 24 De Depositaris

De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties treedt op als Depositaris van dit Verdrag.

Artikel 25 Bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring en toetreding

1. Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd door ondertekenende Staten en regionale organisaties voor economische integratie.

2. Dit Verdrag staat open voor toetreding door de in artikel 23 bedoelde Staten en organisaties.

3. Iedere organisatie zoals bedoeld in artikel 23 die Partij wordt bij dit Verdrag zonder dat een van haar lidstaten Partij is, is gebonden door alle verplichtingen krachtens dit Verdrag. Indien een of meer lidstaten van een zodanige organisatie Partij bij dit Verdrag zijn, beslissen de organisatie en haar lidstaten over hun onderscheiden verantwoordelijkheden ten aanzien van de nakoming van hun verplichtingen krachtens het Verdrag. In dat geval mogen de organisatie en de lidstaten niet tegelijkertijd rechten krachtens dit Verdrag uitoefenen.

4. In hun akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding geven de in artikel 23 bedoelde regionale organisaties voor economische integratie de reikwijdte aan van hun bevoegdheid ten aanzien van de aangelegenheden die onder dit Verdrag vallen. Deze organisaties doen de Depositaris tevens mededeling van iedere wezenlijke verandering in de reikwijdte van hun bevoegdheid.

Artikel 26 Inwerkingtreding

1. Dit Verdrag treedt in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging van de zestiende akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

2. Voor de toepassing van het eerste lid van dit artikel wordt de door een regionale organisatie voor economische integratie nedergelegde akte niet meegeteld naast akten die zijn nedergelegd door de lidstaten van die organisatie.

3. Ten aanzien van elke in artikel 23 bedoelde Staat of organisatie die dit Verdrag bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt of ertoe toetreedt na de nederlegging van de zestiende akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, treedt het Verdrag in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging door die Staat of organisatie van zijn of haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

Artikel 27 Opzegging

Elke Partij kan, te allen tijde na drie jaar vanaf de datum waarop dit Verdrag ten aanzien van die Partij in werking is getreden, het Verdrag opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Depositaris. Deze opzegging wordt van kracht op de negentigste dag na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Depositaris.

Artikel 28
Authentieke teksten

Het originele exemplaar van dit Verdrag, waarvan de Engelse, de Franse en de Russische tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, hiertoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.
Gedaan te Helsinki, de zeventiende maart negentien honderd tweeënegentig.

Bijlage I

Omschrijving van het begrip « beste beschikbare technologie »

1. Onder het begrip « beste beschikbare technologie » wordt verstaan het meest recente stadium in de ontwikkeling van procesvoering, installaties of exploitatiewijze waarbij rekening wordt gehouden met de praktische toepassingsmogelijkheid van een bepaalde techniek voor het beperken van lozingen, emissies en afval. Bij het bepalen of een geheel van procédés, voorzieningen en werkwijzen de beste beschikbare technologie vormen in het algemeen of in afzonderlijke gevallen, wordt bijzondere aandacht geschonken aan :

- a) vergelijkbare procédés, voorzieningen of werkwijzen die onlangs met goed resultaat zijn getest;
- b) technologische vooruitgang en veranderingen in wetenschappelijke kennis en inzichten;
- c) de economische haalbaarheid van de toepassing van die technologie;
- d) de termijnen voor de toepassing ervan in zowel nieuwe als bestaande inrichtingen;
- e) de aard en de omvang van de lozingen en het afvalwater in kwestie;
- f) technologieën waarbij weinig of geen afval wordt geproduceerd.

2. Dit houdt dus in dat de betekenis van « beste beschikbare technologie » voor een bepaalde procesvoering in de loop der tijd zal veranderen in het licht van de technologische vooruitgang, van economische en sociale factoren, alsook van veranderingen in wetenschappelijke kennis en inzichten.

Bijlage II

Richtlijnen voor het ontwikkelen van de meest milieuveilige handelwijze

1. Bij de keuze van de meest geschikte combinatie van maatregelen die in afzonderlijke gevallen de meest milieuveilige handelwijze kan vormen, dient de volgende reeks maatregelen in de gegeven volgorde te worden overwogen :

- a) het verschaffen van informatie en voorlichting aan het publiek en aan gebruikers over de gevolgen voor het milieu van de keuze van bepaalde activiteiten en produkten, en het gebruik en de uiteindelijke verwijdering ervan;
- b) het ontwikkelen en toepassen van codes voor milieuveilige handelwijzen die alle aspecten van de levensduur van het produkt bestrijken;
- c) het gebruik van etiketten om gebruikers in te lichten over de risico's voor het milieu die verbonden zijn aan een produkt en aan het gebruik en de uiteindelijke verwijdering ervan;
- d) het invoeren van openbare ophaal- en verwijderingssystemen;
- e) recycling, herwinning en hergebruik;
- f) toepassing van economische instrumenten op activiteiten, produkten of groepen van produkten;
- g) invoering van een vergunningstelsel, waarin een reeks beperkingen of een verbod wordt opgenomen.

2. Bij het bepalen welke combinatie van maatregelen meest milieuveilige handelwijzen vormen, in het algemeen of in afzonderlijke gevallen, dient bijzondere aandacht te worden geschonken aan :

- a) het risico voor het milieu van :
 - i) het produkt;
 - ii) de vervaardiging van het produkt;
 - iii) het gebruik van het produkt;
 - iv) de uiteindelijke verwijdering van het produkt;
- b) vervanging door minder verontreinigende procédés of stoffen;
- c) de schaal waarop het produkt wordt gebruikt;
- d) mogelijke voor- of nadelen voor het milieu van vervangende materialen of activiteiten;
- e) vooruitgang en veranderingen en wetenschappelijke kennis en inzichten;
- f) de termijnen voor de toepassing;
- g) sociale en economische gevolgen.

3. Dit houdt dus in dat de betekenis van « meest milieuveilige handelwijze » voor een bepaalde bron in de loop der tijd zal veranderen in het licht van de technologische vooruitgang, van economische en sociale factoren, alsook van veranderingen in wetenschappelijke kennis en inzichten.

Bijlage III

Richtlijnen voor het uitwerken van doelstellingen en normen betreffende de waterkwaliteit

Bij het uitwerken van doelstellingen en normen betreffende de waterkwaliteit :

a) wordt rekening gehouden met het streven naar behoud en, waar nodig, verbetering van de bestaande waterkwaliteit;

b) wordt gestreefd naar vermindering van de gemiddelde verontreinigingsvracht (met name door gevaarlijke stoffen) naar een bepaald niveau binnen een bepaalde termijn;

c) wordt rekening gehouden met specifieke vereisten betreffende de waterkwaliteit (ongezuiverd water voor consumptiedoeleinden, irrigatie enz.);

- d) wordt rekening gehouden met specifieke vereisten betreffende kwetsbare en bijzonder beschermde wateren en hun omgeving, zoals meren en grondwatervoorkomens;
- e) wordt uitgegaan van de toepassing van ecologische classificatiemethoden en chemische parameters voor de toetsing op middellange en lange termijn van het behoud en de verbetering van de waterkwaliteit;
- f) wordt rekening gehouden met de mate waarin doelstellingen worden verwezenlijkt en met de bijkomende beschermingsmaatregelen, gebaseerd op emissiegrenswaarden, die in bepaalde gevallen vereist kunnen zijn.

Bijlage IV

Arbitrage

1. Indien een geschil aan arbitrage wordt onderworpen ingevolge artikel 22, tweede lid, van dit Verdrag, stelt/stellen een of meer van de partijen bij het geschil het secretariaat in kennis van het onderwerp van arbitrage, onder vermelding van de artikelen van dit Verdrag over de uitlegging of toepassing waarvan een geschil is ontstaan. Het secretariaat zendt de ontvangen informatie toe aan alle Partijen bij dit Verdrag.

2. Het scheidsgerecht bestaat uit drie leden. De eisende partij(en) en de andere partij(en) bij het geschil benoemen een arbiter, en de twee aldus benoemde arbiters wijzen met gezamenlijke instemming de derde arbiter aan, die voorzitter van het scheidsgerecht wordt. De derde arbiter mag geen onderdaan van een van de partijen bij het geschil zijn, noch mag hij of zij zijn of haar gewone verblijfplaats op het grondgebied van een van de partijen hebben, of in dienst zijn bij een van hen, of in een andere hoedanigheid reeds bij de aangelegenheid betrokken zijn geweest.

3. Indien de voorzitter van het scheidsgerecht niet is aangewezen binnen twee maanden na de benoeming van de tweede arbiter, wijst de Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie voor Europa, op verzoek van een van beide partijen bij het geschil, binnen een volgend tijdvak van twee maanden de voorzitter aan.

4. Indien een van de partijen bij het geschil niet binnen een maand nadat zij het verzoek daartoe heeft ontvangen, een arbiter heeft benoemd, kan de andere partij dit meedelen aan de Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie van Europa, die binnen een volgend tijdvak van twee maanden de voorzitter van het scheidsgerecht aanwijst. Vervolgens verzoekt de voorzitter van het scheidsgerecht de partij die nog geen arbiter heeft benoemd, dit binnen twee maanden te doen. Indien zij dit binnen dat tijdvak niet doet, deelt de voorzitter dit mede aan de Uitvoerend Secretaris van de Economische Commissie voor Europa, die vervolgens binnen een volgend tijdvak van twee maanden de benoeming verricht.

5. Het scheidsgerecht neemt zijn beslissing in overeenstemming met het internationale recht en met de bepalingen van dit Verdrag.

6. Ieder krachtens de bepalingen van deze Bijlage ingesteld scheidsgerecht stelt zijn eigen procedureregels vast.

7. De beslissingen van het scheidsgerecht betreffende zowel procedures als aan hem voorgelegde aangelegenheden worden genomen met een meerderheid van de stemmen van zijn leden.

8. Het scheidsgerecht kan alle passende maatregelen nemen ter vaststelling van de feiten.

9. De partijen bij het geschil doen alles wat in hun vermogen ligt om het werk van het scheidsgerecht te vergemakkelijken, met name door :

a) het scheidsgerecht alle relevante documenten, voorzieningen en informatie te verstrekken;

b) het scheidsgerecht indien nodig in staat te stellen getuigen of deskundigen op te roepen en verklaringen van hen te verkrijgen.

10. De partijen en de arbiters beschermen de vertrouwelijkheid van de informatie die zij gedurende het werk van het scheidsgerecht in vertrouwen verkrijgen.

11. Het scheidsgerecht kan, op verzoek van een van de partijen, tussentijdse maatregelen ter bescherming aanbevelen.

12. Indien een van de partijen bij het geschil niet voor het scheidsgerecht verschijnt of haar zaak niet verdedigt, kan de andere partij het scheidsgerecht verzoeken de procedure voort te zetten en zijn uiteindelijke beslissing te nemen. Het feit dat een partij niet voor het scheidsgerecht verschijnt of haar zaak niet verdedigt, vormt geen belemmering voor de voortzetting van de procedure.

13. Het scheidsgerecht kan tegeneisen die rechtstreeks voortkomen uit de aangelegenheid die het onderwerp van het geschil is, horen en erover beslissen.

14. Tenzij het scheidsgerecht anders bepaalt vanwege de bijzondere omstandigheden van de zaak, worden de kosten van het scheidsgerecht, met inbegrip van de honorering van zijn leden, in gelijke delen gedragen door de partijen bij het geschil. Het scheidsgerecht houdt een overzicht van al zijn kosten bij, en verstrekt de partijen daarvan een eindopgave.

15. Iedere Partij bij dit Verdrag die een belang ten aanzien van het recht heeft bij de aangelegenheid die het onderwerp van het geschil is, en waarvoor de beslissing van het scheidsgerecht gevolgen kan hebben, kan zich met de instemming van het scheidsgerecht voegen in de procedure.

16. Het scheidsgerecht doet zijn uitspraak binnen vijf maanden na de datum waarop het werd ingesteld, tenzij het het noodzakelijk acht deze termijn te verlengen met een tijdvak van ten hoogste vijf maanden.

17. De uitspraak van het scheidsgerecht dient vergezeld te gaan van een uiteenzetting van de gronden. De uitspraak is onherroepelijk en bindend voor alle partijen bij het geschil. De uitspraak wordt door het scheidsgerecht toegezonden aan de partijen bij het geschil en aan het secretariaat. Het secretariaat zendt de ontvangen informatie toe aan alle Partijen bij dit Verdrag.

18. Ieder geschil dat tussen partijen ontstaat betreffende de uitlegging of tenuitvoerlegging van de uitspraak kan door elk van de partijen worden voorgelegd aan het scheidsgerecht dat de uitspraak heeft gedaan of, indien het daaraan niet kan worden voorgelegd, aan een ander scheidsgerecht dat hiertoe wordt ingesteld op dezelfde wijze als het eerstbedoelde scheidsgerecht.

**Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux,
et les annexes I, II, III et IV, faites à Helsinki le 17 mars 1992**

LISTE DES ETATS LIES

ETATS	SIGNATURE	RATIFICATION ACCEPTATION (A) APPROBATION (AA) ADHESION (a)	ENTRÉE EN VIGUEUR
ALBANIE	18 mars 1992	5 janvier 1994	6 octobre 1996
ALLEMAGNE	18 mars 1992	30 janvier 1995	6 octobre 1996
AUTRICHE	18 mars 1992	25 juli 1996	23 octobre 1996
AZERBAIDJAN		3 août 2000 (a)	1 ^{er} novembre 2000
BELGIQUE	18 mars 1992	8 novembre 2000	6 février 2001
BULGARIE	18 mars 1992		
COMMUNAUTES EUROPEENNES	18 mars 1992	14 septembre 1995 (AA)	6 octobre 1996
CROATIE		8 juli 1996 (a)	6 octobre 1996
DANEMARK	18 mars 1992	28 mai 1997 (AA)	26 août 1997
ESPAGNE	18 mars 1992	16 février 2000	16 mai 2000
ESTONIE	18 mars 1992	16 juin 1995	6 octobre 1996
FEDERATION DE RUSSIE	18 mars 1992	2 novembre 1993 (A)	6 octobre 1996
FINLANDE	18 mars 1992	21 février 1996 (A)	6 octobre 1996
FRANCE	18 mars 1992	30 juin 1998 (AA)	28 septembre 1998
GRECE	18 mars 1992	6 septembre 1996	5 décembre 1996
HONGRIE	18 mars 1992	2 septembre 1994 (AA)	6 octobre 1996
ITALIE	18 mars 1992	23 mai 1996	6 octobre 1996
LETTONIE	18 mars 1992	10 décembre 1996	10 mars 1997
LIECHTENSTEIN		19 novembre 1997 (a)	17 février 1998
LITUANIE	18 mars 1992	28 avril 2000	27 juli 2000
LUXEMBOURG	20 mai 1992	7 juin 1994	6 octobre 1996
MOLDOVA (Rep.)		4 janvier 1994 (a)	6 octobre 1996
NORVEGE	18 septembre 1992	1 ^{er} avril 1993 (AA)	6 octobre 1996
PAYS-BAS	18 mars 1992	14 mars 1995 (A)	6 octobre 1996
POLOGNE	18 mars 1992	15 mars 2000	13 juin 2000
PORTUGAL	9 juin 1992	9 décembre 1994	6 octobre 1996
REPUBLIQUE TCHEQUE		12 juin 2000 (a)	10 septembre 2000
ROUMANIE	18 mars 1992	31 mai 1995	6 octobre 1996
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	18 mars 1992		
SLOVAQUIE		7 juillet 1999 (a)	5 octobre 1999
SLOVENIE		13 avril 1999 (a)	12 juli 1999
SUEDE	18 mars 1992	5 août 1993	6 octobre 1996
SUISSE	18 mars 1992	23 mai 1995	6 octobre 1996
UKRAINE		8 octobre 1999 (a)	6 janvier 2000

**Verdrag inzake de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende waterlopen en internationale meren,
en de bijlagen I, II, III en IV, gedaan te Helsinki op 17 maart 1992**

LIJST MET DE GEBONDEN STATEN

STATEN	ONDERTEKENING	BEKRACHTIGING AANVAARDING (A) GOEDKEURING (AA) TOETREDING (a)	INWERKINGTREDING
—	—	—	—
ALBANIE	18 maart 1992	5 januari 1994	6 oktober 1996
AZERBEIDZJAN		3 augustus 2000 (a)	1 november 2000
BELGIE	18 maart 1992	8 november 2000	6 februari 2001
BULGARIJE	18 maart 1992		
CROATIE		8 juli 1996 (a)	6 oktober 1996
DENEMARKEN	18 maart 1992	28 mei 1997 (AA)	26 augustus 1997
DUITSLAND	18 maart 1992	30 januari 1995	6 oktober 1996
ESTLAND	18 maart 1992	16 juni 1995	6 oktober 1996
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN	18 maart 1992	14 september 1995 (AA)	6 oktober 1996
FINLAND	18 maart 1992	21 februari 1996 (A)	6 oktober 1996
FRANKRIJK	18 maart 1992	30 juni 1998 (AA)	28 september 1998
GRIEKENLAND	18 maart 1992	6 september 1996	5 december 1996
HONGARIJE	18 maart 1992	2 september 1994 (AA)	6 oktober 1996
ITALIE	18 maart 1992	23 mei 1996	6 oktober 1996
LETLAND	18 maart 1992	10 december 1996	10 maart 1997
LIECHTENSTEIN		19 november 1997 (a)	17 februari 1998
LITOUWEN	18 maart 1992	28 april 2000	27 juli 2000
LUXEMBURG	20 mai 1992	7 juni 1994	6 oktober 1996
MOLDOVA (Rep.)		4 januari 1994 (a)	6 oktober 1996
NEDERLAND	18 maart 1992	14 maart 1995 (A)	6 oktober 1996
NOORWEGEN	18 september 1992	1 april 1993 (AA)	6 oktober 1996
OEKRAINE		8 oktober 1999 (a)	6 januari 2000
OOSTENRIJK	18 maart 1992	25 juli 1996	23 oktober 1996
POLEN	18 maart 1992	15 maart 2000	13 juni 2000
PORTUGAL	9 juni 1992	9 december 1994	6 oktober 1996
ROEMENIE	18 maart 1992	31 mei 1995	6 oktober 1996
RUSSISCHE FEDERATIE	18 maart 1992	2 november 1993 (A)	6 oktober 1996
SLOVAKIJE		7 juli 1999 (a)	5 oktober 1999
SLOVENIE		13 april 1999 (a)	12 juli 1999
SPANJE	18 maart 1992	16 februari 2000	16 mei 2000
TSJECHISCHE REPUBLIEK		12 juni 2000 (a)	10 september 2000
VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITANNIE EN NOORD- IERLAND	18 maart 1992		
ZWEDEN	18 maart 1992	5 augustus 1993	6 oktober 1996
ZWITSERLAND	18 maart 1992	23 mei 1995	6 oktober 1996